RÉSOLUTIONS ADOPTÉES SUR LES RAPPORTS DE LA PREMIÈRE COMMISSION

SOMMAIRE

<i>Numéro de la résolution</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Date d'adoption</i>	<i>Page</i>
47/54	Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire Résolution G (A/47/693/Add.1).....	63	8 avril 1993	11

47/54. Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire

G¹

EXAMEN DE L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS ET DÉCISIONS ADOPTÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE À SA DIXIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE

L'Assemblée générale,

Rappelant sa décision 47/422 du 9 décembre 1992, par laquelle elle a décidé de convoquer de nouveau la Première Commission en session du 8 au 12 mars 1993 afin de réévaluer le mécanisme multilatéral de maîtrise des armements et de désarmement, en particulier les rôles respectifs de la Première Commission, de la Commission du désarmement et de la Conférence de désarmement et leurs relations mutuelles, ainsi que le rôle du Bureau des affaires de désarmement du Secrétariat, y compris les moyens d'améliorer le fonctionnement et l'efficacité de ce mécanisme, compte dûment tenu de la compétence du Conseil de sécurité en la matière,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général intitulé « Nouvelles dimensions de la réglementation des armements et du désarmement dans la période de l'après-guerre froide »²,

Prenant acte également des vues des Etats Membres sur ce rapport³,

Prenant acte en outre du rapport de la Conférence du désarmement sur son examen du rapport du Secrétaire général⁴, ainsi que du rapport de la Conférence sur l'examen en cours de son ordre du jour, de sa composition et de ses méthodes de travail⁵,

Rappelant le document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale⁶, la première session extraordinaire consacrée au désarmement,

Ayant examiné les vues exprimées sur ces questions par les Etats Membres à la reprise de la session de la Première Commission,

Consciente que la nouvelle situation internationale a amélioré les perspectives de désarmement et de réglementation des armements, ce qui est propice à de nouveaux efforts multilatéraux en matière de désarmement,

Soulignant qu'il faut que le mécanisme multilatéral de maîtrise des armements et de désarmement tienne compte de la nouvelle situation internationale,

Notant que la répartition des points de l'ordre du jour entre les grandes commissions de l'Assemblée générale fait actuellement l'objet d'un réexamen,

Notant également que le réexamen du rôle et des ressources du Bureau des affaires de désarmement en vue de renforcer son efficacité se poursuit,

Constatant avec satisfaction que le Secrétaire général a déclaré, le 9 mars 1993, qu'on procédait à un renforcement des capacités du Secrétariat de façon à lui permettre de s'acquitter efficacement de ses responsabilités dans le domaine du désarmement⁷,

Désireuse de renforcer l'efficacité de l'actuel mécanisme multilatéral de désarmement,

1. *Décide* que la Première Commission de l'Assemblée générale, dans le cadre des efforts qu'elle déploie pour adapter son action aux nouvelles réalités de la sécurité internationale, doit continuer de s'occuper des questions de désarmement et de questions connexes liées à la sécurité internationale;

2. *Prie* le Président de la Première Commission de continuer ses consultations sur la poursuite de la rationalisation des travaux et le renforcement de l'efficacité de la Commission, en tenant compte de toutes les opinions et propositions qui ont été présentées à la Commission, y compris celles relatives au regroupement par thèmes des points de l'ordre du jour;

3. *Réaffirme* le rôle de la Commission du désarmement en tant qu'organe délibérant spécialisé dans le cadre du mécanisme des Nations Unies pour le désarmement, et note les progrès réalisés dans le processus en cours de réforme de cette commission;

4. *Recommande* qu'aucun effort ne soit épargné pour continuer à rationaliser les méthodes de travail de la Commission du désarmement de façon à lui permettre d'axer son attention sur un nombre limité de questions prioritaires dans le domaine du désarmement, et accueille donc avec satisfaction la décision de la Commission d'échelonner l'examen des questions à son ordre du jour de façon à être saisie de trois questions à chacune de ses sessions de fond;

5. *Note* le fait que la Conférence du désarmement, qui est la seule instance de négociation à l'échelon mondial en matière de désarmement, est un organe à composition limitée qui prend ses décisions sur la base du consensus et maintient son statut spécial au sein du mécanisme des Nations Unies pour le désarmement;

6. *Constata avec satisfaction* que la Conférence du désarmement, outre le réexamen de sa composition, a également intensifié le réexamen de son ordre du jour et de ses méthodes de travail, en vue de prendre rapidement des décisions sur ces questions;

7. *Encourage* la Conférence du désarmement à parvenir rapidement à un accord sur l'élargissement de sa composition;

8. *Souligne* qu'il importe de renforcer encore le dialogue et la coopération entre la Première Commission, la Commission du désarmement et la Conférence du désarmement;

9. *Prie instamment* le Secrétaire général de prendre des mesures concrètes pour renforcer le Bureau des affaires de désarmement du Secrétariat de façon que celui-ci dispose des moyens et ressources nécessaires pour s'acquitter des tâches qui lui ont été confiées;

10. *Prie* le Secrétaire général de lui faire rapport sur ces mesures à sa quarante-huitième session;

11. *Décide* d'examiner ces questions à sa quarante-huitième session.

98^e séance plénière
8 avril 1993

NOTES

¹ Pour les résolutions 47/54 A à F, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-septième session, Supplément n° 49 (A/47/49)*, vol. I, sect. III.

² A/C.1/47/7.

³ Voir A/47/887 et Add.1 à 5.

⁴ A/C.1/47/14, annexe I.

⁵ *Ibid.*, annexe II.

⁶ Résolution S-10/2.

⁷ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-septième session, Première Commission*, 43^e séance, et rectificatif.